

# Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin  
**le 31 décembre 2012**



## *Idées. Innovation. Impact.*

Le CRDI, un élément clé de l'aide internationale du Canada, appuie des travaux de recherche dans les pays en développement afin d'y favoriser la croissance et le développement. Il veille aussi à promouvoir la diffusion des connaissances ainsi acquises auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions locales, novatrices et durables, porteuses de changement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

# Table des matières

## **ANALYSE DE LA DIRECTION**

- 1 Introduction
- 2 Résultats
- 3 Vue d'ensemble consolidée
- 8 Évolution de la situation du Centre
- 8 Gestion du risque
- 8 Perspectives

## **ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS, NON AUDITÉS**

- 9 Déclaration de responsabilité de la direction
- 11 État intermédiaire résumé de la situation financière
- 12 État intermédiaire résumé du résultat global
- 13 État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
- 14 État intermédiaire résumé des flux de trésorerie
- 15 Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés



# Analyse de la direction

## Introduction

L'analyse de la direction consiste en un compte rendu des résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (CRDI, le Centre) et de l'évolution de la situation de l'organisme au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012-2013 et de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2012. Le Centre a préparé ce rapport conformément à ce que stipule le paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la norme publiée par le contrôleur général du Canada (Secrétariat du Conseil du Trésor). Le CRDI recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés, non audités (qui débutent à la page 9 du présent document). L'information et les divulgations contenues dans le *Rapport annuel 2011-2012* du CRDI s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel à moins d'une mise à jour fournie aux présentes.

## Budget 2012-2013

Le budget initial de l'exercice 2012-2013 est celui qui a été présenté dans le Programme des travaux et budget 2012-2013 et dans le *Rapport annuel 2011-2012* du CRDI. Ainsi que l'illustre le tableau 1, le budget a été révisé en cours d'exercice par suite de modifications apportées aux prévisions initiales, afin de tenir compte de l'information plus à jour dont on disposait. La baisse du montant du crédit parlementaire résulte du réaménagement du moment auquel est obtenue la partie du crédit parlementaire destinée au Fonds d'innovation pour le développement (FID). Le budget des charges a également été rajusté, de manière à tenir compte des coûts de mise en oeuvre des mesures découlant des réductions prévues dans le budget de 2012 – Plan d'action économique du Canada de 2012.

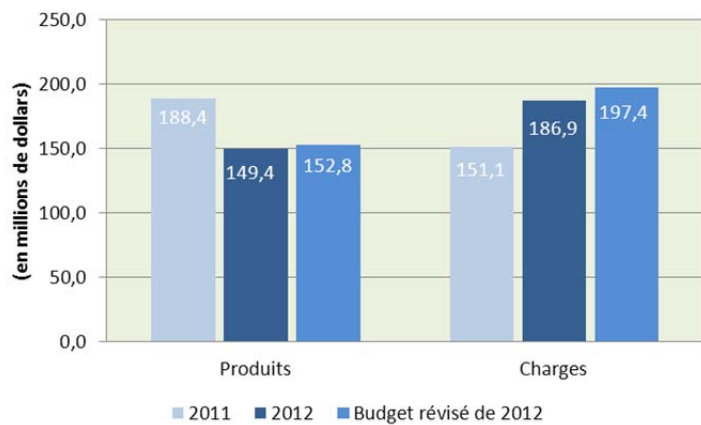
**TABLEAU 1. BUDGET RÉVISÉ**

(en milliers de dollars)	Budget initial 2012-2013	Budget révisé 2012-2013	Amendements au budget
Produits	45 617	45 326	( 291)
Moins les charges	274 251	275 989	1 738
Coûts d'exploitation	(228 634)	(230 663)	1 447
Plus le crédit parlementaire	167 549	159 537	(8 012)
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<b>(61 085)</b>	<b>(71 126)</b>	<b>(6 565)</b>

## Résultats

### Aperçu de la situation financière

pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2012



**TABLEAU 2. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

(en milliers de dollars)	Budget révisé 2012-2013 <sup>a</sup>	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Écart en % d'un exercice à l'autre
		Réalisations 2012	Réalisations 2011	
Produits	45 326	29 761	29 208	1,9 %
Charges	275 989	186 896	151 140	23,7 %
Coûts d'exploitation	(230 663)	(157 135)	(121 932)	28,9 %
Crédit parlementaire	159 537	119 668	159 192	-24,8 %
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<b>(71 126)</b>	<b>(37 467)</b>	<b>37 260</b>	<b>-200,6 %</b>

<sup>a</sup> Révisé par rapport aux chiffres indiqués pour le budget 2012-2013 dans le *Rapport annuel 2011-2012* (voir page 1)

## Vue d'ensemble consolidée

### Produits

**TABLEAU 3. PRODUITS**

(en milliers de dollars)	Budget révisé 2012-2013 <sup>a</sup>	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre
		Budget révisé	Réalisations 2012	Réalisations 2011		Budget révisé	Réalisations 2012	Réalisations 2011	
<b>Total des produits</b>	<b>204 863</b>	<b>52 564</b>	<b>50 706</b>	<b>67 455</b>	<b>-24,8 %</b>	<b>152 827</b>	<b>149 429</b>	<b>188 400</b>	<b>-20,7 %</b>
Crédit parlementaire	159 537	39 849	40 120	54 511	-26,4 %	119 501	119 668	159 192	-24,8 %
Contributions de bailleurs de fonds									
Financement de la programmation en recherche pour le développement	39 837	11 122	9 044	11 376	-20,5 %	29 081	25 399	25 400	0,0 %
Recouvrement des coûts d'administration	3 939	1 114	886	1 154	-23,2 %	2 869	2 434	2 631	-7,5 %
Produits financiers	1 300	368	263	345	-23,8 %	1 104	965	879	9,8 %
Autres produits	250	111	393	69	469,6 %	272	963	298	223,2 %

<sup>a</sup> Révisé par rapport aux chiffres indiqués pour le budget 2012-2013 dans le *Rapport annuel 2011-2012* (voir page 1)

**TABLEAU 4. CRÉDIT PARLEMENTAIRE**

Utilisation du crédit parlementaire	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	Réalisations 2012	Réalisations 2011	Réalisations 2012	Réalisations 2011
Budget principal des dépenses	39 554	51 843	118 664	155 528
Budget supplémentaire des dépenses	-	2 278	-	2 278
<b>Crédit reçu</b>	<b>39 554</b>	<b>54 121</b>	<b>118 664</b>	<b>157 806</b>
Crédit reporté	-	-	-	-
Partie du crédit amortie	566	390	1 004	1 386
<b>Crédit comptabilisé</b>	<b>40 120</b>	<b>54 511</b>	<b>119 668</b>	<b>159 192</b>
<b>Créances au titre du crédit parlementaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Les produits du Centre proviennent de diverses sources : crédit parlementaire, contributions de bailleurs de fonds (ce qui comprend le financement de la recherche pour le développement et le recouvrement des coûts d'administration), produits financiers et autres produits.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012-2013, les produits provenant du **crédit parlementaire** se sont élevés à 40,1 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 26,4 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2011-2012, alors qu'ils étaient de 54,5 millions de dollars. De même, au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2012, les produits provenant du crédit parlementaire ont diminué de 24,8 % par rapport à la période de neuf mois correspondante de l'exercice 2011-2012, alors qu'ils étaient de 159,2 millions de dollars. Ces diminutions sont attribuables au réaménagement du moment auquel est obtenue la partie du crédit parlementaire qui doit servir au Fonds d'innovation pour le développement (FID).

La majorité des charges est couverte par différentes sources de produits, dont le crédit parlementaire. Il ne serait guère pratique d'associer les charges à des sources de produits précises et vice-versa. Par conséquent, le CRDI ne peut rapprocher les sommes reçues et à recevoir au titre du crédit parlementaire des sommes utilisées à ce titre. À l'échelle macro, étant donné que, selon les résultats nets, les charges ont été de beaucoup supérieures aux produits, on peut affirmer que toute la partie du crédit parlementaire comptabilisée comme produit au 31 décembre 2012 a été utilisée en entier à cette date.

Au cours du troisième trimestre, les **contributions de bailleurs de fonds destinées à la programmation en recherche pour le développement** ont chuté de 20,5 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et ont atteint 9 millions de dollars comparativement à 11,4 millions. Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2012, les contributions des bailleurs de fonds sont demeurées stables, à 25,4 millions de dollars, par rapport à la même période de l'exercice 2011-2012. Les fonds, reçus à l'avance, sont comptabilisés comme produits quand les charges connexes sont engagées (se reporter à l'explication des écarts fournie dans la partie portant sur les charges). L'écart observé par rapport à l'exercice précédent dans le **recouvrement des coûts d'administration** est attribuable au nombre un peu plus élevé, cet exercice-ci, d'accords assortis de coûts indirects inférieurs par rapport aux coûts indirects de l'exercice précédent.

Les **produits financiers** et les **autres produits** sont demeurés relativement stables aussi bien au troisième trimestre qu'au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2012, et aucun écart notable n'a été observé.

## Charges

Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques : programmation en recherche pour le développement et services généraux et administratifs.

**TABLEAU 5. CHARGES**

(en milliers de dollars)	Budget révisé 2012-2013 <sup>a</sup>	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre			Écart en % d'un exercice à l'autre
		Budget révisé	Réalisations 2012	Réalisations 2011		Budget révisé	Réalisations 2012	Réalisations 2011	
<b>Total des charges</b>	<b>275 989</b>	<b>72 421</b>	<b>53 543</b>	<b>56 540</b>	<b>-5,3 %</b>	<b>197 404</b>	<b>186 896</b>	<b>151 140</b>	<b>23,7 %</b>
<b>Programmation en recherche pour le développement</b>									
Projets de recherche									
Financés par le crédit parlementaire	171 079	44 042	29 289	29 228	0,2 %	117 847	113 834	77 001	47,8 %
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	35 815	10 150	7 989	9 814	-18,6 %	26 031	22 277	21 093	5,6 %
	206 894	54 192	37 278	39 042	-4,5 %	143 878	136 111	98 094	38,8 %
Renforcement des capacités									
Financé par le crédit parlementaire	41 393	10 954	9 856	10 325	-4,5 %	32 240	30 588	31 610	-3,2 %
Financé par des contributions de bailleurs de fonds	4 022	972	1 055	1 562	-32,5 %	3 050	3 122	4 307	-27,5 %
	45 415	11 926	10 911	11 887	-8,2 %	35 290	33 710	35 917	-6,1 %
	<b>252 309</b>	<b>66 118</b>	<b>48 189</b>	<b>50 929</b>	<b>-5,4 %</b>	<b>179 168</b>	<b>169 821</b>	<b>134 011</b>	<b>26,7 %</b>
<b>Services généraux et administratifs</b>	<b>23 680</b>	<b>6 303</b>	<b>5 354</b>	<b>5 611</b>	<b>-4,6 %</b>	<b>18 236</b>	<b>17 075</b>	<b>17 129</b>	<b>-0,3 %</b>

<sup>a</sup> Révisé par rapport aux chiffres indiqués pour le budget 2012-2013 dans le *Rapport annuel 2011-2012* (voir page 1)



Au troisième trimestre, les **charges au titre des projets de recherche qui ont été financées par le crédit parlementaire** ont été pratiquement les mêmes qu'au troisième trimestre de l'exercice précédent, mais elles ont été inférieures aux prévisions. L'écart est attribuable au fait que les versements destinés aux activités du FID et à d'autres projets d'envergure n'ont pas été faits aux moments escomptés – tout devrait rentrer dans l'ordre au dernier trimestre de l'exercice. Il en résulte que les charges de l'exercice pourraient être légèrement supérieures à ce qui est prévu pour le budget révisé, au tableau 5. Ce type d'écart peu important dans les charges de projet est occasionné entièrement par le moment où sont effectués les versements, ce moment étant tributaire de la production de résultats satisfaisants. Signe que les choses devraient rentrer dans l'ordre, l'écart par rapport au budget est bien inférieur pour les charges des neuf premiers mois de l'exercice si on le compare à l'écart observé pour les charges du troisième trimestre.

Les **charges réelles au titre des projets de recherche qui ont été financées par des contributions de bailleurs de fonds** au cours du troisième trimestre sont inférieures à ce qui était prévu, tout comme le cumul au 31 décembre 2012 est inférieur aux prévisions. La raison est la même que celle qui a été invoquée dans le rapport trimestriel précédent : des versements retardés relativement à trois programmes d'envergure. Il y a lieu de noter, toutefois, que l'on observe des hausses par rapport à la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent et que les hausses les plus importantes, d'un exercice à l'autre, ont trait à des projets relevant du Fonds canadien de recherche sur la sécurité alimentaire internationale et de l'Initiative Think tank, financée par plusieurs bailleurs de fonds.

Pour ce qui est de la **partie relative au renforcement des capacités des charges au titre de la programmation en recherche pour le développement qui ont été financées par le crédit parlementaire**, elle a diminué au troisième trimestre de l'exercice 2012-2013 et au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2012 par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent. Cela est directement relié aux mesures que la direction a prises par suite de l'amputation du crédit parlementaire découlant des mesures de réduction des dépenses prévues dans le budget de 2012 – Plan d'action économique du Canada de 2012. La baisse des charges provient, entre autres, de la diminution des déplacements et du recours moindre aux services professionnels.

Il y a eu une diminution de 27,5 % de la partie des **contributions de bailleurs de fonds ayant servi au renforcement des capacités de recherche** au cours de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2012 par rapport à la même période de l'exercice précédent, diminution attribuable principalement au fait que plusieurs accords comportant d'importantes activités de renforcement des capacités étaient arrivés à échéance en 2012-2013. L'écart peu important observé entre les réalisations et le cumul prévu au 31 décembre 2012 s'explique par le moment où les contributions ont été effectuées. De nouveaux accords ont été signés en début d'exercice, et les charges retourneront à leur niveau antérieur une fois que les projets visés par ces accords seront bien amorcés, ce qui devrait se produire au début de l'exercice 2013-2014.

La légère baisse observée en ce qui a trait aux **services généraux et administratifs** au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012-2013 et de la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2012 par rapport aux mêmes périodes de l'exercice 2011-2012 résulte d'un recours moindre aux services professionnels et d'une diminution des déplacements.

## Bilan

**TABLEAU 6. ACTIFS ET PASSIFS**

(en milliers de dollars)	Décembre 2012	Mars 2012	Écart en %
<b>Actifs totaux</b>	<b>134 523</b>	<b>156 106</b>	<b>-13,8 %</b>
Courants	124 274	133 584	-7,0 %
Non courants	10 249	22 522	-54,5 %
<b>Passifs totaux</b>	<b>68 156</b>	<b>52 272</b>	<b>30,4 %</b>
Courants	58 867	45 978	28,0 %
Non courants	9 289	6 294	47,6 %

Au 31 décembre 2012, les **actifs** totaux avaient diminué de 13,8 % (de 156,1 millions de dollars à 134,5 millions) par rapport au 31 mars 2012. La baisse des actifs courants résulte en grande partie d'une diminution des créances. La baisse des actifs non courants découle du fait qu'un placement à long terme est maintenant classé dans les actifs courants.

Quant aux **passifs**, ils se sont accrus de 15,9 millions de dollars (ou 30,4 %) par rapport au 31 mars 2012, en raison des avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds (qui sont inscrites comme produits reportés) et de l'encaissement de la tranche de janvier du crédit parlementaire qui a été reçue avant le 31 décembre (également inscrite comme produit reporté).

**TABLEAU 7. CAPITAUX PROPRES**

(en milliers de dollars)	Budget révisé 2012-2013	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Écart en % d'un exercice à l'autre	
		Budget révisé <sup>a</sup>	Réalisations 2012		Réalisations 2011
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>32 708</b>	<b>42 168</b>	<b>66 367</b>	<b>95 287</b>	<b>-30,4 %</b>
Non affectés	0	278	14 387	29 093	-50,5 %
Affectés à l'interne	14 866	24 048	34 138	48 352	-29,4 %
Réservés	17 842	17 842	17 842	17 842	0,0 %

<sup>a</sup> Tient compte des prévisions de produits et de charges révisées par rapport aux chiffres indiqués dans le *Rapport annuel 2011-2012* (voir page 1)

La baisse de 50,5 % des **capitaux propres non affectés** d'un exercice à l'autre correspond exactement à ce qui était prévu et fait en sorte qu'il devrait être possible de les ramener à zéro d'ici la fin de l'exercice. Les **capitaux propres affectés à l'interne** ont diminué; ils ont atteint 34,1 millions de dollars, alors qu'ils étaient de 48,4 millions de dollars pour la même période en 2011-2012, et ce, parce que la direction du Centre s'est conformée à la directive du Conseil du Trésor sur les prélèvements à effectuer sur la partie du crédit parlementaire destinée au Fonds d'innovation pour le développement. Les **capitaux propres réservés**, eux, sont stables.

## Flux de trésorerie

**TABLEAU 8. FLUX DE TRÉSORERIE**

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Écart en \$ d'un exercice à l'autre	Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre		Écart en \$ d'un exercice à l'autre
	Réalisations 2012	Réalisations 2011		Réalisations 2012	Réalisations 2011	
Résultats d'exploitation nets	(2 837)	10 915	(13 752)	(37 467)	37 260	(74 727)
Éléments sans incidence sur la trésorerie	(6 525)	7 374	(13 899)	43 402	34 725	8 677
<b>Rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation</b>	<b>(9 362)</b>	<b>18 289</b>	<b>(27 651)</b>	<b>5 935</b>	<b>71 985</b>	<b>(66 050)</b>
Achats de placements	(35 794)	(62 856)	27 062	(138 762)	(237 640)	98 878
Placements arrivés à échéance	44 133	57 049	(12 916)	141 777	177 511	(35 734)
Autres	(266)	(376)	110	(614)	(1 013)	399
<b>Sorties de fonds liées aux activités d'investissement</b>	<b>8 073</b>	<b>(6 183)</b>	<b>14 256</b>	<b>2 401</b>	<b>(61 142)</b>	<b>63 543</b>
<b>(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(1 289)</b>	<b>12 106</b>	<b>(13 395)</b>	<b>8 336</b>	<b>10 843</b>	<b>(2 507)</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	19 119	12 972	6 147	9 494	14 235	(4 741)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	17 830	25 078	(7 248)	17 830	25 078	(7 248)

Pour la période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre 2012, les **résultats d'exploitation nets** ont eu pour effet de réduire les flux de trésorerie de 37,5 millions de dollars (alors qu'ils les avaient augmentés de 37,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice 2011-2012). En ce qui concerne les **éléments sans incidence sur la trésorerie**, l'écart est attribuable principalement aux fluctuations des créances au titre des contributions de bailleurs de fonds et aux produits reportés qui y sont associés.

En ce qui concerne les flux de trésorerie provenant des **activités d'investissement** au 31 décembre 2012, il y a eu augmentation de 63,5 millions de dollars par rapport à la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent en raison d'une diminution globale nette des placements pour couvrir le déficit d'exploitation.

## Évolution de la situation du Centre

Le mandat de l'honorable Barbara J. McDougall à la présidence du Conseil des gouverneurs du CRDI a pris fin le 2 décembre 2012. Conformément à ce que prévoit la *Loi sur le CRDI*, monsieur L. Denis Desautels est président du Conseil des gouverneurs par intérim depuis le 3 décembre 2012, et il assurera l'intérim jusqu'à ce que le gouvernement nomme un nouveau titulaire.

Le président du Centre, David M. Malone, quittera le CRDI le 28 février 2013. Le Conseil des gouverneurs a présenté une recommandation au gouvernement en ce qui a trait à la nomination d'un nouveau président du Centre, comme le stipule la *Loi sur le CRDI*. On n'écarte pas l'éventualité d'une période de transition entre le départ de l'actuel président du Centre et l'arrivée de son successeur. Pour cette raison, le vice-président, Programmes et partenariats, a été nommé président du Centre par intérim à compter du 1<sup>er</sup> mars 2013 par le Conseil des gouverneurs.

Le 30 novembre 2012, le bureau régional que le CRDI avait établi au Sénégal a officiellement fermé ses portes. Le regroupement de ses activités avec celles du bureau de Nairobi a débuté dès l'annonce de la création du Bureau régional de l'Afrique subsaharienne, et tous les coûts de transition seront couverts par la provision aux fins de la restructuration établie le 31 mars 2012.

Le 27 novembre 2012, le Department for International Development, du Royaume-Uni, et le CRDI ont conclu un accord par lequel ils augmentent de 30,8 millions de dollars sur cinq ans le financement qu'ils accordent à l'African Institute for Mathematical Sciences. La contribution du CRDI s'élève à 2 millions de dollars.

## Gestion du risque

En ce qui concerne les risques, il n'y a eu aucun changement important par rapport aux risques mentionnés dans l'analyse de la direction du *Rapport annuel 2011-2012*.

## Perspectives

Des négociations sont en cours, et il se peut que plusieurs nouveaux accords de contribution soient signés avec des bailleurs de fonds d'ici la fin de l'exercice. Si c'était le cas, le total des fonds obtenus en vertu de nouveaux accords de contribution serait supérieur au montant prévu.

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le CRDI sont les mêmes qu'au moment où il a rédigé le *Rapport annuel 2011-2012*.

# États financiers intermédiaires résumés, non audités

## Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière établies par le Conseil des normes comptables internationales. Par conséquent, ce rapport financier intermédiaire a également été préparé conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel visant la période qui a pris fin le 31 décembre 2012 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

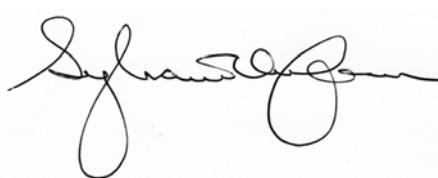
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le président du Centre,

Le vice-président, Ressources,  
et chef de la direction financière,



David M. Malone



Sylvain Dufour, ing., CPA, CMA

Ottawa, Canada  
Le 13 février 2013



## État intermédiaire résumé de la situation financière

au

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	<u>31 décembre 2012</u>	<u>31 mars 2012</u>
<b>Actifs</b>		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 830	9 494
Placements	99 404	92 199
Créances	5 701	30 155
Frais payés d'avance	1 339	1 736
	<u>124 274</u>	<u>133 584</u>
Non courants		
Placements	—	11 157
Immobilisations corporelles	7 229	8 359
Immobilisations incorporelles	3 020	3 006
	<u>134 523</u>	<u>156 106</u>
<b>Passifs</b>		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	6 749	12 974
Avantages du personnel	2 657	6 263
Provision aux fins de la restructuration (note 7)	802	5 047
Produits reportés	48 659	21 694
	<u>58 867</u>	<u>45 978</u>
Non courants		
Produits reportés	1 082	2 011
Charges à payer	3 468	—
Avantages du personnel	4 739	4 283
	<u>68 156</u>	<u>52 272</u>
<b>Capitaux propres</b>		
Non affectés	14 387	10 996
Affectés à l'interne	34 138	74 996
Réservés	17 842	17 842
	<u>66 367</u>	<u>103 834</u>
	<u>134 523</u>	<u>156 106</u>

Engagements (note 5)

Éventualités (note 6)

*Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.*

## État intermédiaire résumé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
<b>Produits</b>				
Contributions de bailleurs de fonds				
Financement de la programmation en recherche pour le développement	9 044	11 376	25 399	25 400
Recouvrement des coûts d'administration	886	1 154	2 434	2 631
Produits financiers	263	345	965	879
Autres produits	393	69	963	298
	<u>10 586</u>	<u>12 944</u>	<u>29 761</u>	<u>29 208</u>
<b>Charges</b>				
Programmation en recherche pour le développement				
<i>Projets de recherche</i>				
Financés par le crédit parlementaire	29 289	29 228	113 834	77 001
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	7 989	9 814	22 277	21 093
<i>Renforcement des capacités</i>				
Financé par le crédit parlementaire	7 799	8 184	24 301	24 884
Financé par des contributions de bailleurs de fonds	1 055	1 562	3 122	4 307
Éléments complémentaires de la recherche	2 057	2 141	6 287	6 726
	<u>48 189</u>	<u>50 929</u>	<u>169 821</u>	<u>134 011</u>
Services généraux et administratifs				
Services généraux	4 507	4 206	13 439	13 049
Administration des bureaux régionaux	847	1 405	3 636	4 080
	<u>5 354</u>	<u>5 611</u>	<u>17 075</u>	<u>17 129</u>
<b>Total des charges</b>	<u><b>53 543</b></u>	<u><b>56 540</b></u>	<u><b>186 896</b></u>	<u><b>151 140</b></u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(42 957)	(43 596)	(157 135)	(121 932)
Crédit parlementaire	<u>40 120</u>	<u>54 511</u>	<u>119 668</u>	<u>159 192</u>
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<u><b>(2 837)</b></u>	<u><b>10 915</b></u>	<u><b>(37 467)</b></u>	<u><b>37 260</b></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.



## État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
<b>Capitaux propres non affectés</b>				
Au début de la période	11 274	22 488	10 996	16 044
Résultats d'exploitation nets	(2 837)	10 915	(37 467)	37 260
Virements des (aux) capitaux propres affectés à l'interne	5 950	(4 310)	40 858	(24 211)
Solde à la fin de la période	<u>14 387</u>	<u>29 093</u>	<u>14 387</u>	<u>29 093</u>
<b>Capitaux propres affectés à l'interne</b>				
Au début de la période	40 088	44 150	74 996	24 249
Sommes dépensées	(5 954)	(6 373)	(40 868)	(8 972)
Ajouts	4	10 575	10	33 075
Solde à la fin de la période	<u>34 138</u>	<u>48 352</u>	<u>34 138</u>	<u>48 352</u>
<b>Capitaux propres réservés</b>				
Au début de la période	17 842	17 734	17 842	17 734
Augmentation (diminution) de la réserve constituée aux fins de la planification financière	—	108	—	108
Solde à la fin de la période	<u>17 842</u>	<u>17 842</u>	<u>17 842</u>	<u>17 842</u>
<b>Capitaux propres à la fin de la période</b>	<u><u>66 367</u></u>	<u><u>95 287</u></u>	<u><u>66 367</u></u>	<u><u>95 287</u></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

## État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 31 décembre		Période de neuf mois qui a pris fin le 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
<b>Activités d'exploitation</b>				
Résultats d'exploitation nets	(2 837)	10 915	(37 467)	37 260
Éléments sans incidence sur la trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles	252	354	802	1 078
Amortissement des immobilisations incorporelles	94	121	293	316
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	276	251	937	356
Gain (perte) sur la cession d'immobilisations corporelles	555	(2)	634	(29)
Augmentation des passifs non courants attribuables aux avantages du personnel	70	46	456	504
Diminution des produits reportés — tranche à long terme	(240)	(732)	(929)	(2 801)
	1 007	38	2 193	(576)
Variation des éléments d'exploitation sans incidence sur la trésorerie				
Diminution des créances	2 869	46	24 455	4 609
Diminution des frais payés d'avance	402	125	397	111
Diminution des passifs courants attribuables aux avantages du personnel	(2 931)	(93)	(3 606)	(147)
Diminution des créditeurs et charges à payer	(5 016)	5 467	(7 002)	1 067
Diminution des produits reportés — tranche à court terme	(2 856)	1 791	26 965	29 661
	(7 532)	7 336	41 209	35 301
<b>(Sorties) rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation</b>	<b>(9 362)</b>	<b>18 289</b>	<b>5 935</b>	<b>71 985</b>
<b>Activités d'investissement</b>				
Achats de placements	(35 794)	(62 856)	(138 762)	(237 640)
Placements arrivés à échéance	44 133	57 049	141 777	177 511
Acquisition d'immobilisations corporelles	(354)	(128)	(400)	(438)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(85)	(255)	(308)	(618)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	173	7	94	43
<b>Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'investissement</b>	<b>8 073</b>	<b>(6 183)</b>	<b>2 401</b>	<b>(61 142)</b>
<b>(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(1 289)</b>	<b>12 106</b>	<b>8 336</b>	<b>10 843</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>19 119</b>	<b>12 972</b>	<b>9 494</b>	<b>14 235</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>17 830</b>	<b>25 078</b>	<b>17 830</b>	<b>25 078</b>
Composés de				
Trésorerie	17 830	25 078	17 830	25 078
Équivalents de trésorerie	—	—	—	—
	<b>17 830</b>	<b>25 078</b>	<b>17 830</b>	<b>25 078</b>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

## Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) de la période qui a pris fin le 31 décembre 2012  
(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

### 1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le siège du Centre est situé au 150, rue Kent, à Ottawa, au Canada.

### 2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 131 à 148 de la section III.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

### 3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, en utilisant les normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI). Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs externes du CRDI.

Ces états financiers ont été établis au coût historique en se fondant sur la juste valeur de la contrepartie versée en échange des actifs.

Les états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels complets. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités du Centre au 31 mars 2012.

## Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) de la période qui a pris fin le 31 décembre 2012  
(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

### a. Caractère saisonnier des activités

Le Centre subventionne des projets de recherche dans les pays en développement. La plus grande partie de son financement provient du Parlement du Canada. Le crédit parlementaire est comptabilisé quand il est reçu, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand les fonds sont dépensés aux fins prévues. Les dépenses afférentes aux projets de recherche sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

## 4. Sommaire des principales conventions comptables

Les conventions comptables suivies pour la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés sont conformes à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2012.

### a. Changement apporté à une estimation comptable

Le Centre a fait passer de trois ans à cinq ans la durée de vie utile prévue du matériel informatique. Le Centre applique cette nouvelle durée de vie de manière prospective à toutes les périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> avril 2012; par conséquent, ce changement n'a aucun effet sur les exercices antérieurs. Le changement se traduit par une augmentation de 106 \$ des résultats d'exploitation nets au 31 décembre 2012.

### b. Modifications de conventions comptables à venir

Le Centre a examiné les nouvelles normes et les normes révisées qui ont été publiées mais ne sont pas encore en vigueur et a déterminé que les éléments suivants pourraient se répercuter sur les états financiers qu'il préparera à l'avenir.

IAS 19 – *Avantages du personnel* – cette norme a été modifiée en juin 2011, de manière à accroître les exigences relatives à l'information à fournir au sujet des régimes de pension à prestations définies. Cette modification s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et le Centre est en train d'en examiner les effets.

IFRS 13 – *Évaluation de la juste valeur* – cette nouvelle norme a pour but de regrouper les indications à suivre pour évaluer et divulguer la juste valeur, de proposer une définition uniforme de la juste valeur et de prescrire des obligations d'information supplémentaires concernant les évaluations de la juste valeur. Cette norme s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, et son adoption ne devrait pas avoir un effet significatif sur les états financiers du Centre.

## Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) de la période qui a pris fin le 31 décembre 2012

(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

### 5. Engagements

#### a. Engagements au titre des programmes

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 400,3 millions de dollars (454 millions au 31 mars 2012) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 323,7 millions de dollars (359,7 millions au 31 mars 2012) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 76,6 millions de dollars (94,3 millions au 31 mars 2012) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

#### b. Contrats de location simple

Le Centre est tenu de respecter divers engagements contractuels visant la location de locaux pour des bureaux au Canada et à l'étranger, ainsi que le logement de son personnel dans différents pays. Les contrats expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2022. Au 31 décembre 2012, les paiements à effectuer en vertu de ces engagements contractuels sont les suivants.

	<u>Au 31 décembre 2012</u>
D'ici un an	1 805
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	29 937
Dans plus de cinq ans	45 864
Total des paiements à effectuer	<u>77 606</u>

### 6. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. Les procès sont en général caractérisés par l'incertitude, et leur dénouement est impossible à prévoir. En se fondant sur des avis juridiques, la direction estime, pour l'instant, qu'aucun passif ne peut en résulter.

### 7. Provision aux fins de la restructuration

Le CRDI s'est soumis à l'examen pangouvernemental de toutes les dépenses fédérales qui avait pour but de réduire le déficit budgétaire du gouvernement et d'accroître l'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de l'administration publique. Par suite de cet examen, le crédit parlementaire annuel du Centre diminuera graduellement et, en 2014-2015, il aura été réduit d'un peu moins de 23 millions de dollars par rapport à ce qu'il était en 2011-2012. Cela

## Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) de la période qui a pris fin le 31 décembre 2012

(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

correspond à une réduction d'un peu plus de 11 % du crédit parlementaire du CRDI (de 207,4 millions de dollars) pris en compte dans l'examen du gouvernement. Le 30 mars 2012, le Centre a annoncé sa stratégie de restructuration, laquelle prévoit

- la réduction de la taille de son Conseil des gouverneurs;
- la consolidation de sa présence en Asie au sein d'un seul bureau, soit celui de New Delhi;
- la consolidation de sa présence en Afrique subsaharienne au sein d'un seul bureau, soit celui de Nairobi;
- la cessation de ses activités ayant trait à l'innovation sociale, principalement en mettant fin au programme Innovation au service du développement inclusif;
- des améliorations aux processus administratifs, une diminution de la superficie occupée par ses bureaux et des compressions de personnel.

Les bureaux du CRDI à Singapour et au Sénégal sont maintenant fermés. Le Centre a désormais quatre bureaux régionaux, au Caire, à Montevideo, à Nairobi et à New Delhi. Son siège est à Ottawa.

Une provision de 5,2 millions de dollars a été établie aux fins de la restructuration au moment où la stratégie de restructuration a été annoncée. Le Centre s'attend à ce que la restructuration soit menée à bien vers la fin de l'exercice 2013-2014.

	<u>31 décembre 2012</u>	<u>31 mars 2012</u>
Provision aux fins de la restructuration	5 047	—
– au début de l'exercice		
Ajouts	—	5 186
Décaissements	<u>(4 245)</u>	<u>(139)</u>
Provision aux fins de la restructuration	802	5 047
– solde à la fin de la période		

## 8. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

## Coordonnées

### Siège du CRDI

ADRESSE POSTALE  
CP 8500  
Ottawa ON Canada  
K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE  
150, rue Kent  
Ottawa ON Canada  
K1P 0B2

Téléphone : 1 613 236 6163  
Télécopieur : 1 613 238 7230  
Courriel : [info@crdi.ca](mailto:info@crdi.ca)

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web, à [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca).

Ce document est offert sur support papier et est consultable en ligne à [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca).

[crdi.ca](http://crdi.ca)